

Institut français des relations internationales

ifri

ramses

2018

Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies
Sous la direction de Thierry de Montbrial et Dominique David

Avec 8 vidéos

DUNOD

Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales

►► Chine : anciennes méthodes et nouvelles technologies au service du Parti

Xi Jinping vers la surveillance 2.0

Consolidation idéologique, renforcement des moyens de contrôle social, poursuite de la vaste campagne anticorruption : trois moyens de pérenniser le système politique pour éviter une dérive « à la soviétique ». À partir de ces orientations, le président chinois devrait voir son pouvoir confirmé par le prochain congrès du Parti communiste chinois.

Au cours de l'année écoulée, le président Xi Jinping a continué à renforcer le monopole du Parti communiste chinois (PCC), ainsi que son propre pouvoir, avec vigueur et efficacité. Le processus est en cours depuis son arrivée à la tête du parti en 2012, et ses résultats sont désormais visibles dans un grand nombre de secteurs (économie, médias, internet, éducation). Cette année, Xi Jinping prépare le XIX^e Congrès du Parti, qui devrait confirmer sa position.

►► Recadrage idéologique : un retour aux sources

Depuis longtemps, les dirigeants chinois cherchent à renforcer la loyauté politique et idéologique au sein du parti, dans le but d'éviter notamment un effondrement « à la soviétique » – événement largement étudié, en tant que contre-exemple, par le Parti au cours des dernières décennies. Sous Xi Jinping, le recadrage idéologique est devenu un processus central de son action. Certaines pratiques de contrôle traditionnelles sont désormais employées à plus large échelle et avec plus de vigueur que sous le mandat de Hu Jintao (2002-2012).

Dans le cadre de la campagne de « rectification du style des cadres », lancée par Xi Jinping à son arrivée et destinée à faire de ces derniers de « meilleurs marxistes », les séances de critiques et d'autocritiques devant les autres camarades sont encouragées. En septembre 2016, le bureau politique du Comité central du PCC a souligné que des efforts plus conséquents devaient être engagés pour renforcer la capacité du Parti à se « purifier », et à éviter sa « dégénérescence ». En octobre 2016, le 6^e plénum du Comité central du PCC a notamment appelé au renforcement de la discipline et de la surveillance mutuelle au sein du Parti (surveillance idéologique, politique et comportementale des cadres entre eux).

► Loyauté envers Xi Jinping

Outre la loyauté au Parti, la loyauté au dirigeant est exigée. Les cadres et les membres du Parti doivent lire plusieurs fois, et apprendre, les principaux discours de Xi Jinping, et surtout son livre, *La gouvernance de la Chine*, dont tous disposent, selon le slogan officiel : « étudier deux fois, agir une fois » (*liangxue yizuo*). Ils doivent également regarder le journal télévisé de 19 heures, dont une grande partie est dédiée à Xi Jinping, officiellement désigné, depuis octobre 2016, comme étant le nouveau « cœur » (*hexin*) du PCC.

Les universités chinoises doivent quant à elles accorder plus de place dans leurs cursus à l'enseignement du marxisme-léninisme. En parallèle, les départements de sciences sociales des universités sont encouragés à produire une recherche utile au gouvernement, et à incorporer dans leurs travaux les concepts officiels clés (les Nouvelles routes de la soie – *yidai yilu* – ou encore la « communauté de destin commun »). Dans toutes les universités, le secrétaire général du Parti supervise la direction académique et veille à la mise en œuvre de ces évolutions.

En 2017, des agents de la Commission centrale pour l'inspection de la discipline (CCDI) ont été envoyés dans 29 universités, avec pour mission de « préserver l'autorité du Parti ». Leur enquête a conclu en juin 2017 que dans 14 universités la « mise en application des systèmes idéologiques n'est pas assez forte », et a appelé les comités du Parti dans chacune de ces universités à « prendre leurs responsabilités » pour faire face à ces manquements.

►► Stabilité sociale : de l'utilité des nouvelles technologies

Sous Xi Jinping, les autorités chinoises utilisent à grande échelle les nouvelles technologies. Ces dernières années, la Chine a investi massivement dans le développement du *big data* et a renforcé ses capacités de collecte et d'analyse des données en ligne, afin d'être en mesure de veiller avec précision au comportement des individus.

Depuis 2016, le gouvernement chinois expérimente un nouveau système dit de « crédit social ». Ce système, relié au numéro de la carte d'identité, note les individus et les entreprises sur la base des informations qu'ils auront pu laisser en ligne, et juge sur cette base s'il est possible de leur faire confiance. Dans certaines zones de tests, les comités de quartier, composés de résidents, rapportent également des informations et observations qui contribuent à la notation finale, et un bureau publie chaque semaine une « liste rouge de résidents exemplaires ».

Une mauvaise note pourrait à terme entraîner une perte d'accès à certains services (bancaires, par exemple) et avoir des conséquences sur la vie quotidienne des individus (comme l'accès à certaines écoles pour la scolarisation des enfants). Le gouvernement considère qu'il s'agit là d'un outil de gestion de la société qui permettra notamment de construire une société socialiste harmonieuse. Outre les choix de consommation et autres choix quotidiens des individus, ce système a également vocation à enregistrer les actions de rassemblement qui pourraient troubler l'ordre public.

► **Un nouveau cadre législatif**

Parallèlement aux développements technologiques, les autorités chinoises ont approuvé de nouveaux développements législatifs dans ce même objectif de « stabilité sociale » (*weiwen*). La nouvelle loi chinoise sur les organisations non gouvernementales (ONG) impose de nouvelles contraintes sur les organisations à but non lucratif étrangères présentes sur le territoire, amenant ces dernières à s'interroger sur la pérennité de leur présence en Chine dans les prochaines années. En 2016, Pékin a expulsé un responsable suédois d'une organisation de soutien aux avocats des droits de l'homme, après lui avoir demandé de présenter des excuses à la télévision nationale.

Dans le même temps, sur la période 2015-2017, a été enregistré un nombre croissant d'arrestations de dissidents et d'hommes d'affaires, en Chine continentale ainsi qu'à Hong Kong, où une partie de la population redoute la progressive érosion des spécificités du système politique local, 20 ans après la rétrocession de la ville par la Grande-Bretagne. En mars 2017, et pour la première fois, la police chinoise a également arrêté un activiste taïwanais, Li Ming-Che, dans un contexte de tension croissante entre Pékin et Taipei depuis 2016. En juillet 2017, le dissident chinois Liu Xiabo est mort d'un cancer, après avoir purgé huit ans de prison, pour cause d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État ».

Parmi les nombreux points de tensions existants actuellement dans l'environnement géographique proche de la Chine, et dans un contexte de rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis, la question taïwanaise apparaît prioritaire pour Pékin, qui n'a jamais cessé de viser, à terme, la réunification.

►► **Un maintien du mouvement anticorruption**

La vaste campagne anticorruption lancée par Xi Jinping en 2012, qualifiée de « mouvement » (*yundong*) par le Parti – comme le furent le Grand bond en avant, la Révolution culturelle ou d'autres mouvements de masse de l'ère Mao –, est toujours en cours.

Elle a sanctionné plus d'1,2 million de personnes jusqu'à aujourd'hui et continue à impressionner – voire à effrayer – un grand nombre de fonctionnaires et cadres du Parti, tous potentiellement sur la sellette. Elle tend à ralentir la prise de décision et à maintenir une forme d'immobilisme dans les nombreuses institutions ciblées (Parti, Armée populaire de libération, ministères, gouvernements locaux, entreprises d'État, médias...). Leurs cadres craignent notamment de prendre des initiatives qui pourraient être mal perçues par les autorités centrales, d'être suspectés ou dénoncés dans le cadre d'une campagne anticorruption parfois utilisée pour régler des comptes politiques ou professionnels.

Dans ce contexte, l'accès au marché chinois demeure difficile pour les entreprises étrangères, alors même que cette campagne anticorruption freine l'avancée de nombreux projets, complique l'accès des acteurs étrangers à l'information, et rend plus difficiles leurs échanges avec les cadres locaux et centraux du Parti. Parallèlement, les entreprises étrangères demeurent dans l'impossibilité de répondre aux appels d'offres pour des marchés publics sur le territoire chinois, et la réforme des entreprises d'État chinoises, annoncée au début du mandat de

Xi Jinping, semble être au point mort. De manière générale, le rôle de l'État dans l'économie du pays demeure prédominant.

Le développement de la campagne anticorruption pose également des défis à l'extérieur de la Chine, au moment où Pékin promet sa vision de la lutte anticorruption dans les mécanismes de coopération internationaux (dont le G20) et cherche à rapatrier des pays étrangers un maximum de ressortissants qu'elle considère corrompus.

Ce mouvement anticorruption est maintenu par Xi Jinping à la veille du XIX^e Congrès du Parti communiste chinois qui se tiendra à l'automne 2017, en préparation du renouvellement d'une partie de l'équipe dirigeante – et alors que les règlements de comptes entre personnalités et factions sont traditionnellement plus vifs à l'approche des congrès. Xi Jinping a commencé à placer des proches à des postes clés – tel Cai Qi, nommé nouveau maire de Pékin en janvier, puis secrétaire du Parti de la ville en mai 2017. Il devrait pourtant avoir de fortes chances d'intégrer le bureau politique du Parti lors du XIX^e Congrès.

À l'issue de ce XIX^e Congrès, la présidence de Xi Jinping devrait être prolongée pour au moins cinq années. Le PCC est aujourd'hui un parti particulièrement puissant, présent à tous les échelons de la société. Jusqu'à présent, le ralentissement relatif de la croissance (autour de 6,7 % pour l'année 2017, selon les prévisions de juin du Fonds monétaire international – FMI) n'entraîne pas de projets de réforme politique. Au contraire, pour le PCC, la stabilité politique constitue un prérequis indispensable à la croissance économique.

Le président chinois a choisi dès son arrivée au pouvoir la voie de la consolidation politique et du recadrage idéologique sur la base de ce postulat, mais aussi par conviction personnelle, et tout indique qu'il continuera dans la même direction. Il devrait, en tout cas, avoir les moyens de le faire au lendemain du XIX^e Congrès, en s'entourant de fidèles soutenant sa ligne politique, et en continuant à user de la vaste palette d'outils – traditionnels et modernes – désormais à sa disposition.

A. E.

POUR EN SAVOIR PLUS

J.-P. Cabestan, *Le Système politique chinois. Un nouvel équilibre autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

A. Ekman, « La Chine en Méditerranée : un nouvel activisme », *Politique étrangère*, vol. 81, n° 4, hiver 2016-2017.

A. Ekman (dir.), *La Chine dans le Monde*, Paris, CNRS Éditions, à paraître en novembre 2017.

W. Wo-Lap Lam, « Will "Core of the Leadership" Xi Jinping Rule for 15 Years or More? », Jamestown Foundation, 7 mars 2016.